

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 09/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HACHETTE LIVRE

1 avenue Gutenberg
78310 Maurepas

Code AIOT : 0006506867

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2026 dans l'établissement HACHETTE LIVRE implanté 1 avenue Gutenberg 78276 Maurepas. L'inspection a été annoncée le 11/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HACHETTE LIVRE
- 1 avenue Gutenberg 78276 Maurepas
- Code AIOT : 0006506867
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est constituée de plusieurs entrepôts de stockage de livres pour la société HACHETTE LIVRE. Une activité de préparation de colis pour l'expédition est également réalisée dans l'installation. Un atelier d'impression a également été installé pour de petites quantités.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Rejet dans un ouvrage collectif	Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.I.6.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
8	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vérifications périodiques	AP de Mise en Demeure du 30/07/2025, article 1er	Sans objet
2	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 03/03/2000, article 3.V.71.2	Sans objet
3	Ressources en eaux	AP de Mise en Demeure du 30/07/2025, article 2	Sans objet
4	Moyens défense incendie	Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.V.71.1	Sans objet
5	Entretien général	Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 4.I.11	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.V.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués ont permis de lever les non-conformités issues de la précédente inspection, ainsi que deux des points de l'arrêté de mise en demeure du 30 juillet 2025.

L'instruction du porter-à-connaissance, transmis par l'exploitant le 07 novembre 2025 et complété le 23 janvier 2026, devrait permettre de lever le point restant de l'arrêté de mise en demeure (article 3, relatif à la fermeture des portes coupe-feu de la galerie de liaison entre les bâtiments, tel que fixé par l'article 4.I.6 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2000).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/07/2025, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée :
La société HACHETTE LIVRE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 58 rue Jean Bleuzen (92170) Vanves, est mise en demeure pour les installations qu'elle exploite à

Maurepas (78310) 1 avenue Gutenberg, sous le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 3.V.71.2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2000 susvisé, en s'assurant que les sirènes d'alarmes sont fonctionnelles et suffisamment dimensionnées pour être audibles en tout point des bâtiments de l'établissement.

Article 3.V.71.2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2000 :

Des essais et vérifications du matériel et des moyens de secours doivent être effectués semestriellement. [...]

Constats :

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui présenter les éléments lui permettant de s'assurer que les sirènes d'alarmes sont fonctionnelles et suffisamment dimensionnées pour être audibles en tout point des bâtiments de l'établissement.

L'exploitant présente un procès-verbal d'installation d'alarmes numéroté 490136, réalisé par la société DESAUTEL à la suite d'une intervention du 17 octobre 2025. Au cours de cette intervention, 15 sirènes de 110 dB et 2 sirènes de 90 dB ont été installées, afin de combler les zones où les sirènes n'étaient pas audibles du personnel.

L'exploitant explique réaliser régulièrement des essais de ses alarmes d'évacuation et intrusion, et présente les compte-rendus de ces essais datant du 25 octobre 2025, du 21 décembre 2025 et du 15 février 2026. Ces compte-rendus montrent que 2 alarmes sont hors-services, localisées au niveau des vestiaires du bâtiment B1 et du niveau 4, allée 38 du bâtiment A.

L'équipe d'inspection entreprend de tester les alarmes et de se rendre dans la zone de ces 2 alarmes hors-service, afin d'évaluer si le signal sonore reste audible malgré le non-fonctionnement de celles-ci.

L'exploitant déclenche les alarmes des bâtiments A et B, et l'équipe d'inspection constate que le signal sonore est audible dans les vestiaires du bâtiment B et au niveau 4, allée 38 du bâtiment A.

L'exploitant déclare que la planification de la réparation de ces 2 alarmes est difficile, car elle nécessite une intervention du prestataire en dehors des heures d'ouverture du site afin de ne pas impacter les opérations. L'exploitant transmet un courriel de la société DESAUTEL, datant du mardi 17 février 2026, montrant que la demande d'intervention a été prise en compte, bien qu'aucune date n'a encore été fixée.

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 juillet 2025 sont respectées. Ce point de la mise en demeure est levé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'équipe d'inspection, dans un délai ne dépassant pas 1 mois, un justificatif attestant que l'intervention de son prestataire pour la réparation des alarmes identifiées comme « hors service » est programmée.

L'exploitant met tout en œuvre pour rendre ces alarmes opérationnelles dans les plus brefs délais.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2000, article 3.V.7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de sprinklage
Prescription contrôlée : Des essais et vérifications du matériel et des moyens de secours doivent être effectués semestriellement [...] <u>Rappel de la NC suite inspection du 15 mai 2025 :</u> L'exploitant transmet à l'inspection le compte-rendu de vérification de l'installation de sprinklage dans un délai d'un mois.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection deux rapports de visite d'entretien des groupes motopompes est et ouest, réalisé par la société AIRESS et réalisés à la suite d'une visite du 02 avril 2025. Ces deux rapports font état de nombreuses observations sur les deux groupes motopompes, nécessitant une intervention pour, entre autres, des réparations pour des fuites et des dégagements de fumées. Les tests de performance hydraulique n'ont pas été réalisés lors de cette intervention à cause des dégagements de fumées importants. L'exploitant présente également 2 autres rapports de visite d'entretien, réalisés par la même société, présentant l'état des groupes motopompes à la suite des réparations réalisées. L'équipe d'inspection constate que la plupart des observations faites lors de la précédente visite ont été levées, et que les tests de performance hydraulique ont été réalisés. Le bilan des essais est jugé satisfaisant par le mainteneur de ces équipements. La nouvelle visite d'entretien, consécutive aux réparations, n'est cependant pas datée sur ces 2 rapports, la date du 02 avril 2025 ayant été laissée lors de la rédaction de ces rapports. Enfin, l'exploitant fournit également le formulaire de contrôle hebdomadaire du 09 février 2026 du système de sprinklage, au cours duquel un essai de 30 minutes du groupe motopompe est réalisé. Lors de ce contrôle, l'état des vannes est vérifié. La non-conformité constatée lors de la précédente inspection est levée. Il convient néanmoins que l'exploitant veille à ce que les rapports de ses prestataires mentionnent la date de réalisation des opérations (contrôle, maintenance etc) afin de pouvoir assurer le suivi de la périodicité de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/07/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société HACHETTE LIVRE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 58 rue Jean Bleuzen (92170) Vanves, est mise en demeure pour les installations qu'elle exploite à Maurepas (78310) 1 avenue Gutenberg, sous le délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'article 3.V.71.4 de l'arrêté Préfectoral du 30 mars 2000, en s'assurant de la disponibilité d'un débit de 360 m³/h sur les hydrants implantés sur le site, indépendamment des systèmes de défense interne (RIA, sprinklers), en réalisant un test en simultané sur 6 poteaux incendie (en prenant une hypothèse d'utilisation d'un débit de 60m³/h par poteau incendie), et en vérifiant que les besoins en eau pour l'extinction incendie sont suffisants avec les deux réserves de 1000 m³ (en retirant les besoins pour les RIA et le sprinklage). Sinon, l'exploitant doit s'assurer que les deux poteaux publics prévus pour la défense incendie du site sont fonctionnels et conformes.</p> <p style="text-align: center;">*****</p> <p><u>Article 3.V.71.4 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2000 :</u></p> <p>Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont normalement assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement. En toutes circonstances le débit de 360 m³/ h doit pouvoir être assuré sur les hydrants implantés sur le site, indépendamment des systèmes de défense interne (RIA, sprinklers). Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés. L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente. L'établissement dispose de 2 réserves d'au moins 1 000m³ d'eau pour l'alimentation du dispositif d'extinction automatique d'incendie, des robinets incendie armés et des hydrants implantés sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui présenter le rapport de test de débit des poteaux incendie, réalisé sur 6 poteaux incendie en simultané.</p> <p>L'exploitant présente le rapport de vérification annuelle des débits et pressions des poteaux incendie, numéroté BL4384747, réalisé par la société DESAUTEL à la suite de l'intervention du 07 octobre 2025.</p> <p>Le test a été réalisé sur les poteaux incendie n°1, 2, 3, 4, 5 et 6, et montre que les débits mesurés en simultané sont d'au minimum 96 m³/h (poteau n°3) et au maximum de 175 m³/h (poteau n°5), pour une disponibilité de débit sur les hydrants de 782 m³/h, supérieur aux 360 m³/h prescrits par l'article 3.V.71.4 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2000.</p> <p>Concernant les besoins en eau pour l'extinction incendie, l'exploitant a transmis, dans le porter à connaissance du 07 novembre 2025, un calcul du dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie selon le guide D9. Ce calcul mentionne que le débit nécessaire retenu est de 720 m³/h, limite à retenir pour les installations protégées par un système</p>

d'extinction automatique à eau. Les deux cuves enterrées de 1000 m³ sont donc suffisantes pour les besoins en eau pour l'extinction incendie.

Le Porter à connaissance contient également, dans ses annexes, une note technique de la société ARTELIA, assistant à maîtrise d'ouvrage, concluant à la nécessité de conserver les deux réserves de 1000 m³ afin d'assurer les besoins en eaux pour l'extinction incendie.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 juillet 2025 sont respectées. Ce point de la mise en demeure est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.V.7.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie

Prescription contrôlée :

[...] L'établissement dispose au moins des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- des extincteurs appropriés aux risques à combattre répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements bien visibles et toujours facilement accessibles ;
- 57 robinets d'incendie armés de diamètre 40 mm, situés sur des faces accessibles opposées et à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en direction opposée ;
- 10 poteaux d'incendie privés (100 mm de diamètre) placés à l'intérieur de l'enceinte de l'établissement, alimentés par 2 réserves d'eau d'une capacité de 1000 m³ chacune ;
- 2 poteaux d'incendie (100mm de diamètre) implantés à l'extérieur du site, alimentés par le réseau de la ville ;
- une extinction automatique d'incendie à eau pulvérisée appropriée.

Ces moyens sont protégés du gel.

Non-conformité issue de la précédente inspection :

L'exploitant doit fournir à l'inspection les bons d'intervention ou tout autre justificatif permettant de justifier la réalisation des travaux sur les poteaux incendie n°1 et 4 ainsi que le procès-verbal de réception par le SDIS des poteaux incendie n°1 et 4. L'exploitant doit fournir à l'inspection les bons d'intervention ou tout autre justificatif permettant de justifier la réalisation des travaux de remplacement du groupe motopompe est.

Constats :

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui fournir un justificatif de réalisation des travaux sur les poteaux incendie 1 et 4.

L'exploitant présente l'attestation de fin de travaux et de mise en service n° SAS50414, fournie à la suite des travaux s'étant déroulé du 23 au 26 juin 2025 par la société AIRESS et attestant du bon fonctionnement des poteaux incendie. L'exploitant dispose également d'un procès-verbal de réception des deux poteaux incendie, réalisé en interne par celui-ci et rédigé le 11 juillet 2025.

L'exploitant précise que le SDIS est intervenu sur le 04 septembre 2025 sur le site afin de procéder à la réception des deux nouveaux poteaux incendie. Cette intervention a fait l'objet d'un mail du SDIS envoyé le même jour à l'exploitant, lui confirmant que les deux poteaux incendie sont

conformes.

Concernant le remplacement du groupe motopompe Est, l'exploitant transmet à l'équipe d'inspection, par courriel du 20 février 2026 le bon de situation de travaux n° 150J0016 de la société MINIMAX accompagnant la réception des travaux de remplacement de ce groupe motopompe Est.

La non-conformité constatée lors de la précédente inspection est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien général

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 4.I.11

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien général

Prescription contrôlée :

Les locaux et matériels sont régulièrement nettoyés de manière à éviter des accumulations de poussières. Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc. sont regroupés hors des allées de circulation.

Toutes les portes coupe-feu doivent être maintenues dégagées des produits stockés et des accumulations de poussières ou autres matériaux susceptibles de faire obstacle à leur fermeture

Constats :

L'équipe d'inspection constate que les allées de circulation sont libres de tout élément risquant de les encombrer. Elle observe également que les locaux sont dans l'ensemble propres et ne présentent pas d'accumulation anormale de poussières.

L'équipe d'inspection se rend au niveau du local de charge, et observe que les portes coupe-feu protégeant ce local sont maintenues dégagées des produits stockés ou d'autres matériaux susceptibles de faire obstacle à leur fermeture.

L'exploitant précise que ses équipes réalisent une ronde, nommée "ronde de vacuité", deux fois par jour, au cours de laquelle est réalisée une vérification visuelle de tous les moyens de secours, dont les portes coupe-feu.

A la demande de l'équipe d'inspection, l'exploitant présente le compte-rendu de la ronde de vacuité réalisée le 12 février 2026 au matin, permettant à l'équipe d'inspection de prendre connaissance de l'ensemble des points à vérifier par les équipes. Les compte-rendus de ronde sont transmis, entre autres, à l'animateur sécurité du site, qui résoud les éventuels écarts constatés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.V.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défaut dans les délais les plus brefs.[...]
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection l'outil BV Link, sur lequel la société Bureau Veritas, en charge de la réalisation des contrôles réglementaires de la société HACHETTE LIVRE à Maurepas, stocke l'ensemble des rapports de vérification périodique réalisé pour le compte de son client. L'équipe d'inspection constate que Bureau Veritas réalise le contrôle des installations électriques de chacun des bâtiments du site, l'ensemble des bâtiments étant contrôlé sur l'année. L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui présenter le rapport de contrôle des installations électriques du bâtiment D. Ce rapport, numéroté 8139224195.5.1.R, du 14 octobre 2025, fait état de 15 observations. L'exploitant présente à l'équipe d'inspection son tableau de suivi des contrôles réglementaires. Il explique suivre la résolution de ces observations via ce tableau, alimenté par le bilan mensuel fourni par le mainteneur de ses installations dans lequel sont renseignés les actions réalisées pour lever les observations issues des rapports de vérification périodique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rejet dans un ouvrage collectif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2000, article 3.I.6.6
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fait en accord avec la collectivité à laquelle appartient le réseau, conformément à une autorisation de raccordement au réseau public (art. L 35.8 du code de la santé publique - abrogé et remplacé par l'art. L1331-10 du même code). <u>Article L1331-10 du code de la santé publique :</u> Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou, lorsque la compétence en matière de collecte à l'endroit du déversement a été transférée à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte, par le président de l'établissement public ou du syndicat mixte, après avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, si cette collectivité est différente. Pour formuler un avis, celle-ci dispose d'un délai de deux mois, prorogé d'un mois si elle sollicite des informations complémentaires. A défaut d'avis rendu dans le délai imparti, celui-ci est réputé favorable. [...]

Constats :

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui présenter l'autorisation de déversement de ses eaux usées dans le réseau public.

L'exploitant déclare ne pas disposer de cette autorisation de rejet.

Non-conformité n° 20260216-NC-1 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter d'autorisation de déversement de ses eaux usées dans le réseau public.

L'exploitant doit, **sous 2 mois**, transmettre à l'équipe d'inspection une copie de sa demande d'autorisation. L'exploitant transmet également la réponse du maire, du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du syndicat mixte dans les 15 jours suivant sa réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux usées

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH : 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température : < 30° C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés peut aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO₅ ou 45 kg/j de DCO :

- matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 600 mg/l ;
- DCO : la concentration ne dépasse pas 2 000 mg/l ;
- DBO₅ : la concentration ne dépasse pas 800 mg/l.

Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.

[...]

d) Polluants spécifiques, avant rejet dans un réseau d'assainissement collectif urbain

	N ° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Cadmium et ses composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	0,05 mg/l
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	25 µg/l
Mercure et ses composés* (en Hg)	7439-97-6	1387	0,02 mg/l
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	50 µg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	50µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	50 µg/l
Sulfates	14808-79-8	1338	2000 mg/l
Sulfites	14265-45-3	1086	20 mg/l
Sulfures	18496-25-8	1355	0,2 mg/l
Ion fluorure (en F ⁻)	16984-48-8	7073	30 mg/l
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l

[...]

Constats :

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui présenter le dernier rapport de prélèvements des eaux usées.

L'exploitant présente le rapport de prélèvements instantanés d'eau industrielle, numéroté 10511225_1_2_1_REV0 , réalisé par la société Bureau Veritas à la suite d'une intervention du 11 mars 2024.

Deux prélèvements ont été effectués, aux deux points de rejets du local chaufferie.

Les résultats d'analyses montrent des non-conformités pour la température et le pH des eaux usées, et ce aux deux points de prélèvement. Les autres paramètres listés aux points a), b) et d) de l'article 5.5 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 ont été contrôlés et sont conformes.

L'exploitant indique à l'inspection ne pas avoir réalisé d'actions correctives visant à lever ces non-conformités.

Non-conformité n°20260216-NC-2 : Les rejets en eaux usées de l'installation ne respectent pas les valeurs limites définies à l'article 5.5 du présent arrêté. +

L'exploitant doit, **sous 3 mois**, présenter à l'équipe d'inspection le plan d'actions visant à lever les non-conformités constatées dans le dernier rapport de prélèvements des eaux usées, et faire réaliser une nouvelle mesure de rejet des eaux usées attestant de l'efficacité des actions correctives mises en place

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois